

Paris, May 11th 2021

Objet : adoption de politiques sectorielles sur pétrole et gaz d'ici la COP 26 sur le climat

A tous les acteurs financiers de la place de Paris,

En octobre 2020, [Bruno Le Maire](#) vous appelait à sortir des secteurs d'activités pétrole et gaz non conventionnels : pétrole et gaz de schiste, sables bitumineux et pétrole lourds, forages en Arctique et en eaux très profondes. Depuis, si certains acteurs financiers ont commencé à y donner suite, l'évaluation que nous publions demain avec le soutien des Amis de la Terre, Oxfam, et 350.org est sans appel : six mois plus tard, la majorité de la place financière de Paris est restée étrangement silencieuse et aucun d'entre vous ne s'interdit encore de soutenir l'expansion des énergies fossiles dans ces secteurs.

Le Covid n'a en rien fait disparaître l'urgence climatique. Au contraire, tous les signaux sont au rouge, laissant présager une accélération et amplification des dérèglements climatiques et de ses conséquences sur l'ensemble de la société, y compris sur le secteur financier. Alors que 2021 s'achèvera sur le sommet international sur le climat le plus important depuis 2015, nous appelons chacun des membres du secteur financier français à prendre ses responsabilités afin de faire de celui-ci la première place financière au monde à engager la sortie des énergies fossiles.

L'urgence climatique impose une baisse de la production pétrole et gaz

Suite au rapport spécial du GIEC sur les trajectoires permettant de ne pas dépasser 1,5°C de réchauffement et d'atteinte la neutralité carbone d'ici 2050, L'[Emission Gap Report](#) et le [Production Gap Report](#) des Nations Unies mettent en évidence ce besoin d'action rapide ainsi que le lien entre atteinte des objectifs climatiques et diminution de la production d'énergies fossiles : les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 7,6 % chaque année d'ici 2030 et la production de pétrole et de gaz de respectivement 4 % et 3 % par an pour rester sur une trajectoire + 1,5 °C. La consommation des réserves de pétrole et de gaz existantes suffirait largement à entraîner un réchauffement dépassant 1.5°C.

Le gaz "naturel" fait partie du problème et non de la solution. D'une part, son bilan carbone est sous-estimé car le plus souvent, il ne prend en compte que la combustion alors que ses émissions CO2 avant même d'arriver à la centrale peuvent représenter jusqu'à 78% des émissions mesurées lors de la combustion¹. D'autre part, l'impact des fuites du méthane sur le climat est largement sous-évalué : des émissions de méthane à hauteur de 3% suffisent à rendre le gaz plus émetteur que le charbon².

¹ Gan, Y., M. El-Houjeiri, H., Badahdah, A., Lu, Z., Cai, H., Przesmitzki, S., & Wang, M. (2020, February 11). Carbon footprint of global natural gas supplies to China. Nature Communication, p. 824.

² <https://www.climatebonds.net/files/files/eu-gas-briefing-220221.pdf> à partir des statistiques de l'Agence Internationale de l'Energie.

Les scénarios climatiques qui autorisent le développement du gaz - dont ceux de l'Agence Internationale de l'Energie (AIE) - font l'impasse sur ces émissions réelles, sous estiment le potentiel des énergies renouvelables et misent à l'inverse sur un développement massif des technologies à émissions négatives et de capture et de stockage de CO₂ au déploiement très incertain. Au-delà d'un pari désastreux pour l'environnement et le climat, le développement du gaz génère donc des risques financiers majeurs.

Au-delà de l'obligation morale d'opter pour une approche de précaution, la bonne gestion du budget carbone restant impose d'organiser la baisse de la production d'énergies fossiles et de viser une sortie totale d'ici le milieu du siècle. En tant qu'institutions financières engagées sur le climat, nous vous appelons à viser une réduction à zéro de votre exposition au pétrole et au gaz d'ici 2040 dans l'OCDE et 2050 dans le reste du monde.

Sortir en priorité des secteurs pétrole et gaz les plus risqués

En écho à l'appel de Bruno Le Maire, nous vous demandons de viser une sortie anticipée, dès 2030, des pétrole et gaz dits "non-conventionnels". En effet, ils génèrent des risques socio-environnementaux, financiers et économiques très élevés. Bien que tout pétrole et gaz soit nocif pour le climat, ceux produits en Arctique, en offshore très profond, à partir de sables bitumineux, et à partir de roche de schistes, sont les champions de la course à la destruction de l'environnement du fait de leurs nombreuses externalités négatives. Il est d'autant plus urgent d'agir et d'en sortir que l'ensemble des réserves exploitées ou sujettes à des plans d'exploitation dans ces secteurs, offshore exclu, suffirait à consommer entre 41.2% et 65.8%³ du budget carbone restant pour limiter le réchauffement à 1,5°C. Il est indispensable de cesser le développement d'infrastructures permettant la croissance de ces secteurs, y compris les projets de gazoducs et terminaux de liquéfaction, le GNL étant l'un des moteurs du développement du gaz de schiste aux Etats-Unis et son intensité carbone pouvant même rivaliser avec celle du charbon dans la fourniture d'électricité⁴.

Endiguer à tout prix l'expansion pétrolière et gazière

En sortir suppose de commencer par cesser tous services financiers qui iraient au *développement* de ces secteurs : de l'extraction aux infrastructures de transport, export, transformation ou stockage. Au-delà de ces secteurs, et au regard du budget carbone encore disponible pour respecter les objectifs de l'Accord de Paris, tout développement de l'exploration ou de l'extraction des énergies fossiles et - a fortiori, toute nouvelle infrastructure entraînant une extraction continue et accrue telle que les terminaux de GNL en Amérique du Nord - est à proscrire. Cela implique pour vous de cesser tout

³ Calcul basé sur les volumes estimés par OCI de réserves actuellement ou prévues en exploitation, un budget carbone de 500GtCO₂ en accord avec les estimation du GIEC.

⁴ Global Energy Monitor Report - Gas Bubble 2020, Tracking global LNG Infrastructure, page 8 ; Gas Bubble 2020 (globalenergymonitor.org)

service financier à l'expansion de la production pétrolière et gazière et de mettre un terme immédiat à vos soutiens aux entreprises qui développent de nouveaux projets dans les secteurs les plus risqués.

Des engagements forts d'ici la COP 26 sur le climat

Dans quelques mois se tiendra la COP 26, le sommet climat le plus important depuis la COP21, qui doit rectifier le tir et accélérer la réponse mondiale face à la crise climatique. C'est aussi l'année de la COP15 sur la biodiversité qui doit fixer un cadre international pour préserver la faune et la flore de plus en plus menacée par les activités humaines.

La place financière de Paris ne peut pas venir à ces grands rendez-vous internationaux sans de nouveaux engagements ambitieux sur les énergies fossiles. Le 2 juillet 2019, la place de Paris était la première place financière au monde à engager la sortie du charbon. Il est temps de devenir la première place financière au monde à prendre des premiers engagements en vue d'une sortie à terme du pétrole et du gaz en annonçant d'ici la COP26 : **la fin immédiate des soutiens facilitant l'ouverture de nouveaux projets de production et d'infrastructures de pétrole et de gaz dans les secteurs d'activité les plus risqués.**

Vous trouverez en pièce jointe nos recommandations en vue d'adopter une politique robuste. Toute notre équipe est à votre entière disposition pour discuter de ces sujets et vous accompagner dans l'adoption de telles mesures. Nous apprécierons votre retour d'ici mi-octobre.

Bien cordialement,

Lucie Pinson

Directrice et fondatrice de Reclaim Finance

Lettre envoyée à: AG2R La Mondiale, AG2R La Mondiale Gestion d'actifs, Agirc-Arrco, AGRICA, Anaxis, AXA, AXA IM, BNP Paribas, BNP Paribas AM, BNP Paribas Cardif, Caisse des Dépôts (CDC), Capital Fund Management, Carmignac (CFM), CNP Assurances, ComGest, Covéa, Covéa Finance, CPR AM, Crédit Agricole, Crédit Agricole-Amundi, Crédit Agricole Assurances, Crédit Mutuel, Crédit Mutuel - Assurances, Crédit Mutuel - AM, Ecofi Investissements, Edmond de Rothschild AM, ERAFP, Fonds de Réserve pour les Retraites (FRR), Groupama, Ircantec, La Banque Postale AM, La Financière de l'Echiquier, La Française AM, MACIF, MACSF, MAIF, Meeschaert, Natixis, Natixis NIM, Natixis - NIM - Ostrum AM, ODDO BHF AM, OFI AM, Rothschild & Co, Rothschild & Co AM, SCOR, SCOR IP, SMA, Société Générale, Société Générale - Lyxor AM, Société Générale Assurances, Sycomore AM, Tikehau Capital, TOBAM.